



Paris, le 24 avril 2019

Communiqué de presse des organisations syndicales représentatives de la Direction Générale des Finances Publiques

Depuis le 8 avril la campagne de déclaration des revenus s'est ouverte pour 2019. Sur tout le territoire, comme chaque année et peut être pour la dernière fois dans ce format, les agents des Finances Publiques sont mobilisés pour renseigner et accompagner les usagers dans l'accomplissement de leurs obligations fiscales.

Accueil physique, téléphonique et par courriel ce sont plus de 39,4 millions de contacts par an auxquels doivent faire face les agents dans des conditions de plus en plus intenable.

Alors qu'elle n'emploie qu'un peu plus de 4 % des effectifs de la fonction publique d'Etat, la DGFIP a dû assumer 64% des suppressions d'emplois de fonctionnaires ! Alors que 40 000 emplois ont déjà été supprimés depuis 2002, ce sont plusieurs milliers de nouvelles suppressions d'emplois qui s'annoncent d'ici la fin du quinquennat. Alors que 45 % des implantations de proximité ont été supprimées depuis 20 ans avec une suppression de structure tous les 4 jours, le projet de géographie revisitée prétend renforcer le service public en substituant une présence intermittente dans les maisons de service au public au réseau actuel des centres des finances publics, en organisant les concentrations, en privilégiant le numérique au détriment des autres formes d'accueils et en abandonnant des pans entiers d'activité offerts au secteur privé par le biais des agences comptables et autres externalisations.

Le projet de loi Dussopt sur la fonction publique viendra parachever cette destruction méthodique en fournissant les outils (contractualisation, rupture conventionnelle, départs « volontaires », affaiblissement des CAP, rémunération individualisée au mérite, disparition des CHS-CT...) à ce véritable plan social.

C'est pour dénoncer cette situation qui ne leur laissera bientôt « même plus l'impôt sur les os » que les personnels manifestent depuis plusieurs mois par tous les moyens leur malaise et leur colère (grèves, blocages, rassemblement, interpellations du public ou des élus...).

L'intersyndicale Solidaires Finances Publiques, CGT, FO, CFDT, CFTC a donc décidé de profiter de la campagne de déclaration à partir de la semaine prochaine pour alerter les usagers sur la fin du service public de qualité et de proximité et leur attachement à cette dimension de leur activité en leur distribuant un dépliant intitulé « *Ils ne vont pas nous rater mais vous allez nous manquer !* ».

[Télécharger le dépliant usagers](#)